

# LES NOUVELLES DE LA BIGORRE

Dispense de timbrage

TARBES PPDC



Déposé le :

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre

Prix 1 € • Décembre 2014 - N° 294

Journal des communistes des Hautes-Pyrénées

## Éditorial

### Sommaire

Actualité ADECRA	p 2
Vie du Parti Sans attendre préparons les élections	p 3
Société Philaë et rosetta	p 4
Notre presse Lire l'Huma	p 5
Culture Noël rouge	p 6

## 30 ans après

Véritable baromètre d'une situation sociale désastreuse, les Restos du cœur fêtent leurs 30 ans et ne sont pas prêts de fermer.

Ainsi, la pauvreté explose, 1 million de personnes vont encore recourir cette année aux restos du cœur, qui servent 130 millions de repas. Aujourd'hui quatre millions et demi de personnes survivent avec les minima sociaux. Trois millions de jeunes vivent sous le seuil de pauvreté et un enfant sur cinq est pauvre en France. La population de SDF a augmenté de 44 % en 10 ans. Les fins de droits aussi de 56 % depuis 2008, ce qui explique le recours aux associations, comme les restos du cœur ou le secours populaire, qui sont souvent la dernière branche de survie. Combien de drames humains derrière ces chiffres ? Cette réalité douloureuse signe l'échec des politiques successives menées depuis 30 ans et qui est celle d'un gouvernement, aujourd'hui, dont la boussole n'est pas le développement humain mais la courbe des profits des grandes entreprises, au nom de la compétitivité.

L'explosion de la pauvreté est un drame social et humain. C'est aussi un drame économique que les choix actuels et ceux en prévision, vont accentuer.

L'Insee, dans son dernier « portrait social », ne dit pas autre chose, et livre, par le détail, les ravages provoqués par l'austérité. Que dit ce rapport ? Que les dernières années sont marquées par une dégradation du marché du travail, une augmentation de la précarité et une

stagnation du revenu salarial. Les politiques d'austérité ont amplifié la crise économique et sociale. En outre, le fringant Emmanuel Macron s'appête à proposer, au nom de la « croissance » et de « la compétitivité des entreprises » le gel des salaires pendant trois ans et une remise en cause des 35 heures !

C'est une véritable déclaration de guerre au monde du travail, un non-sens économique. Le Medef peut se réjouir. Et comme dit P. Gattaz, qui ose parler de souffrances des patrons : « il n'y a rien de plus urgent en France que de supprimer l'ISF un impôt stupide qui crée du chômage » ! L'indécence caractérisée.

Voici une nouvelle preuve de l'entêtement d'un gouvernement pour une politique qui nous conduit dans le mur et qui nourrit l'écœurement et la désespérance, et ouvre une voie royale à la droite et au FN.

Jusqu'ou iront-ils ? Jusqu'ou les laisserons-nous aller ? Là, est toute la question.

Les communistes en ont débattu lors de leur conférence nationale des 8 et 9 novembre et en ont conclu que seul un mouvement permanent de riposte contre l'austérité et de rassemblement à gauche pour en sortir **est de nature à modifier le rapport des forces jusqu'à faire reculer Hollande et le gouvernement Valls et imposer une politique de gauche.**

Dès à présent, nous y contribuons.

■ Hervé Buffat





# ADECR

## Association des élus communiste et républicain

**D**

epuis longtemps nous dénonçons la volonté des gouvernants et du monde de la finance d'éloigner le peuple des lieux de démocratie, des lieux de décisions. Depuis la nomination de Manuel VALLS, nous prenons cette voie à grande vitesse. Avec ce gouvernement, la restauration des profits, les besoins de rentabilité des marchés financiers, sont devenus les objectifs prioritaires, et cela sans plus aucun complexe.

Le pacte de responsabilité, avec en son cœur la baisse du coût du travail, et la réforme territoriale, avec le double objectif, baisser drastiquement la dépense publique et mettre prioritairement les institutions locales au service de la compétitivité des entreprises, en sont les deux piliers.

La réforme territoriale constitue une grande réforme structurelle. Elle diminue les régions de 22 à 13, supprime ou vide politiquement les départements, crée de plus grandes intercommunalités, et transfère des compétences des Conseils Généraux et des communes vers ces intercommunalités.

Dans un premier temps, le gouvernement a décidé de mettre à la diète les collectivités en baissant leurs dotations de 3,7 milliards par an jusqu'en 2017.

Elles sont placées dans une situation de plus en plus difficile. Prises en tenaille entre des transferts de compétences de l'État (rythmes scolaires) qui se débarrasse de ses responsabilités pour réduire sa propre dette et une baisse constante des dotations de l'État. Elles disposent de moins en moins de moyens pour conduire des politiques de réponse aux besoins des populations.

Ces collectivités sont à la fois les instruments et les otages de politiques nationales allant dans ce sens. Leur asphyxie financière organisée porte atteinte tant à leur capacité à assumer leurs missions essentielles qu'à exercer leur droit de libre administration, c'est-à-dire la garantie d'un espace de liberté dans lequel les collectivités peuvent agir dans l'intérêt des populations. La réforme territoriale a ce double objectif : mettre les collectivités au service de la compétitivité des grandes entreprises, dans les mains des marchés financiers et de restreindre le pouvoir démocratique des assemblées élues. Dans ce sens, promouvoir le couple Métropole/Région, pour drainer les financements vers l'entreprise, et les intercommunalités renforcées (20 000 habitants mini), pour

Régions nouvelles, avec leurs compétences accrues sur l'emploi, la formation initiale et continue, le développement économique, doivent appuyer par la sélection des financements les besoins de l'entreprise au sens Medef. C'est l'insertion du pays dans la vision libérale mondialisée de l'économie et pour cela la limitation de l'intervention démocratique des populations et de leurs représentants élus pour organiser une gouvernance technocratique sous domination des milieux financiers.

Ce tableau décrit une situation extrêmement dangereuse, dans laquelle des forces sociales et politiques sont actives. Pression du patronat et des milieux financiers pour casser définitivement le pacte social, recherche politique à droite, dans les sphères du pouvoir et à la direction du parti socialiste pour enfermer le pays dans un jeu à trois : extrême droite, droite radicalisée et force du social libéralisme allant du PS, au centre et une partie de la droite. Ce piège destructeur de toute perspective progressiste, pour fonctionner doit marginaliser de façon durable toute force de transformation sociale. C'est la construction actuelle dans laquelle le pouvoir est inscrit. Face à cette situation, au désarroi, à la désillusion, à la colère qui s'expriment dans le pays, nous élus communistes et républicains, nous devons réfléchir, trouver des réponses nouvelles, mieux s'ouvrir aux élus citoyens, mener avec eux actions et batailles, pour résister mais aussi construire.



éloigner la gouvernance des compétences exercées, et éviter la relation démocratique entre élus et citoyens, sont les fondements de cette réforme. Valls a réaffirmé récemment sa vision devant le sénat en assumant le cap : réduire l'action publique, le pouvoir des assemblées élues, pour permettre une accélération de la marchandisation des politiques publiques et le soutien à la compétitivité économique des territoires. Les

■ **Érick Barrouquère**  
Secrétaire de l'ADECR 65

**Tel sera le sens de notre réflexion les 5, 6, et 7 décembre prochain à Vitry-sur-Seine lors de notre 17<sup>e</sup> congrès.**



## Sans attendre préparons les élections départementales de mars 2015

Cela n'est pas une fois de plus un slogan à caractère électoraliste. La situation politique de notre pays est telle que l'approche de ces élections par notre Parti revêt un caractère fondamental. La conférence nationale du PCF des 8 et 9 novembre a tracé les objectifs politiques dévolus à notre parti au sein et avec le Front de Gauche : créer un rapport de force nouveau autour d'un large rassemblement pour construire une alternative de gauche aux politiques d'austérité libérales, de droite comme de gauche. Cela ne peut se construire par des mots d'ordre généraux mais plutôt sur le terrain auprès des citoyens, des élus et de tous ceux qui pensent qu'une véritable politique de gauche est possible dans notre Pays.

C'est la raison pour laquelle les objectifs de cette conférence sont plutôt concrets. D'où l'idée des 1 000 rencontres à l'initiative du parti, pouvant être mises à disposition du Front de Gauche dans un certain nombre d'endroits ou bien encore et par exemple une bataille pour la nationalisation des autoroutes, sujet brûlant d'actualité... et bien d'autres sujets sur lesquels nous pouvons être à l'initiative.

Les élections cantonales rentrent tout à fait dans ce cadre et revêtent un sens politique majeur. En effet la réforme territoriale en cours n'a pas d'autres buts, au nom de la rigueur budgétaire et de l'Europe, que d'éloigner les citoyens des centres de décision et de renforcer les politiques libérales d'austérité. Les départements, c'est aujourd'hui 72 milliards d'argent public par an, à conserver dans la sphère publique plutôt qu'à livrer au privé. C'est un enjeu considérable pour lequel les futurs conseillers départementaux peuvent jouer un rôle important.

D'ores et déjà nous savons que le nombre de cantons dans le département des Hautes-Pyrénées passe de 34 à 17 et qu'il faudra trouver 4 candidats par canton (2 titulaires, 2 suppléant-es) soit au total 68. L'orientation de la conférence nationale est de présenter partout des candidatures autonomes qui se démarquent de la politique du gouvernement. Au-delà des candidatures présentées ou soutenues par le PCF ou le FDG, en particulier avec nos élus sortants qui ont fait preuve de leur utilité, on doit pouvoir faire preuve d'audace en allant vers des personnalités locales, vers le monde

associatif et syndical... qui recèlent nombre d'élus potentiels, déjà reconnus par les populations pour leur engagement, leur comportement, leur capacité à rassembler et mobiliser. Le nombre important de candidat(es) à présenter doit permettre d'atteindre ces objectifs de diversité plus facilement.

Sans attendre les communistes doivent se réunir partout pour commencer à réfléchir aux candidatures proposées par notre Parti. Cela peut se faire dans des réunions prenant en compte l'organisation des nouveaux cantons en présence des communistes qui y vivent.

Plus nous aurons dégagé de possibilités et plus il nous sera facile de discuter avec les autres composantes du Front de Gauche car bien évidemment il faudra bien le moment venu procéder à des arbitrages cantonaux et départementaux.



**En 2015 auront lieu, les 22 et 29 mars les élections départementales (ex-cantonales). Pour voter il faut être inscrits sur une liste électorale, à défaut s'inscrire avant le 31 décembre.**

**JE CHOISIS UNE VRAIE MUTUELLE**

0 actionnaire  
0 dividende  
100% solidaire

Santé  
Retraite  
Prévoyance

50 ANS

**Agences**

- **Agence de Tarbes**  
8, Avenue de la Marne - 65000 Tarbes  
Tél. 05 62 93 52 33
- **Agence de Bagnères-de-Bigorre**  
Rue Blanche-Odin - 65200 Bagnères-de-Bigorre  
Tél. 05 62 95 48 98

**Scannez-moi**  
avec le lecteur de codes 2D  
de votre téléphone

[www.mutami.fr](http://www.mutami.fr)

Mutami est un organisme agréé par le Comité de la Mutualité - N° Siret 771550077

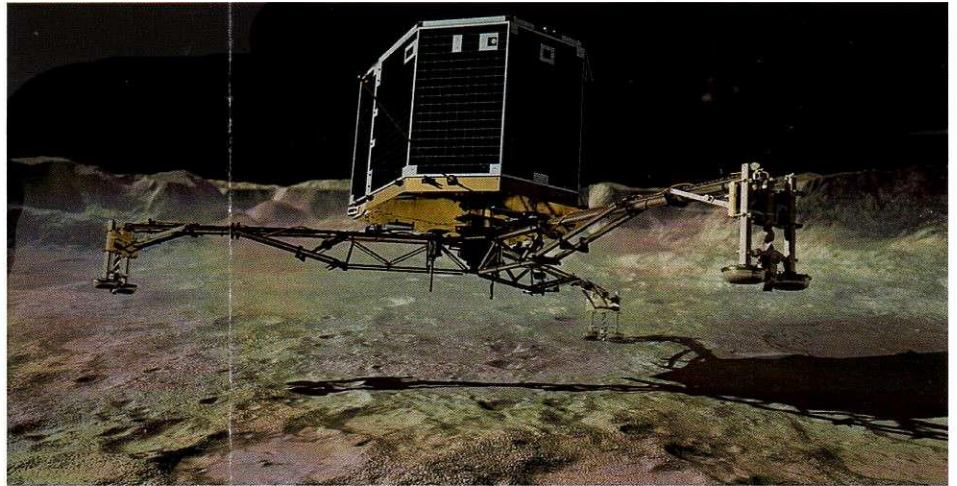


# Philae et Rosetta enfants de Marx

Cela faisait 10 ans que ces deux-là filaient le parfait amour dans l'espace afin d'atteindre leur paradis commun répondant au doux nom de comète Tchouri. C'est aujourd'hui fait et bien fait par le miracle d'une coopération européenne qui devrait être l'exemple à suivre plutôt que l'exception dans cette Europe des marchands de soupe. Tout le monde loue l'exploit technologique, mais il faut aussi se rendre compte de la portée intellectuelle de cet événement qui nous rapproche un peu de la connaissance de l'origine du monde. Même notre Président François Hollande s'est fendu de son petit commentaire en disant qu'il est très important de savoir d'où on vient, mais que l'essentiel c'est de savoir où on va ! Point n'est besoin de voir la semelle de ses gros sabots pour connaître le fond de sa pensée. En tout cas il a l'air d'avoir du mal à appliquer le principe car visiblement il ne se souvient pas d'où il vient et il a du mal à savoir où il va.

Revenant à mon propos initial, je voudrais souligner que cet exploit technique nous rappelle les liens étroits qui unissent les progrès scientifiques et la réflexion philosophique. La philosophie c'est l'imaginaire de l'homme qui cherche à anticiper la connaissance du réel, la science c'est l'élément qui petit à petit vient confirmer ou infirmer cet imaginaire.

Ne faisons pas comme beaucoup de politiciens du moment qui tentent de nous faire croire à l'immobilité du monde et qui nous embrouillent avec des analyses à l'emporte-pièce et par des mots d'ordres incantatoires qui en définitive nourrissent la démagogie populiste. Nous avons besoin de nous réapproprier l'héritage de Marx, non pour notre



propre plaisir, mais pour bien appréhender le monde dans lequel nous vivons afin de le transformer. C'est vrai de l'analyse économique, mais c'est aussi vrai de la philosophie dont nous avons un peu perdu de vue quel peut être son apport à notre combat.

Au mois d'octobre Lucien Sève, philosophe éminent, a accordé un entretien à « L'Humanité » à l'occasion de la sortie de son dernier livre : « penser Marx aujourd'hui. Tome 3, La philosophie ». Le titre de l'interview est édifiant. « Marx : l'importance politique du travail philosophique ». Deux paragraphes ont particulièrement attiré mon attention : L'opposition de l'attitude matérialiste de Marx au matérialisme naturaliste de Darwin qui suffirait à tout. « Un Homo sapiens élevé dans la seule nature, ça donne un enfant sauvage. Ce qui a tout changé, c'est la production par le travail humain d'un immense monde historico-social, matériel et culturel, à partir de quoi tout s'inverse... ».

Le deuxième paragraphe est celui consacré à la dialectique : « C'est quoi la dialectique ? La maîtrise logique des contradictions - dans

la pensée - dans la nature - dans l'histoire. Franchement, y a-t-il dans le monde formidablement contradictoire d'aujourd'hui mode de pensée de plus criante importance ? Et croit-on que c'est un hasard si le refoulement de la culture dialectique est si total depuis l'intronisation du néolibéralisme ? ».

En fin de compte à quoi bon philosopher ? : « Si par philosopher on entend s'adonner à la « Philo » médiatisée et marchandisée, je réponds non pas « ça ne sert à rien » mais pis : ça sert à se mystifier soi-même et à mystifier les autres. Si au contraire on a en vue la haute culture logique de la pensée et de l'action, je redis avec Diderot : hâtons-nous de rendre le savoir philosophique populaire ».

J'espère au moins que par ces quelques lignes je vous aurai donné l'envie de lire plus souvent les pages du milieu et de la fin dans « L'Huma-quotidienne ».

**Bernard Latger**



**Un cadeau utile pour les fêtes...  
Offrez un abonnement !  
L'Humanité du week-end  
avec une réduction de - 50 %**



# Lire l'Huma...

Comme tous les matins, j'écoute la radio. Nous sommes mardi 24 novembre. Hier, j'ai lu l'Huma, comme tous les jours. Les dinosaures ont disparu depuis longtemps, paraît-il ! Le comble, c'est que je n'ai pas internet ! La télé me suffit pour avoir ma dose de décervelage quotidien si je n'y prends pas garde.

L'avantage de la presse écrite et de la radio, c'est de ne pas avoir les images.

Les images, tu te les fais toi-même à partir de ton vécu, de ton histoire, de tes représentations, de la confrontation à l'Autre. Ce sont les tiennes..., elles ne sont pas choisies, manipulées, utilisées à ta place, pour t'amener à penser comme les « experts » économiques, politiques ou autres, qui dessinent la société dans laquelle tu dois vivre, qu'il faut accepter, car il n'y a plus d'autre modèle.

Ainsi, tu ne penses plus par toi-même et le piège idéologique est refermé. Avec les conséquences qu'on connaît.

Ce n'est pas la faute à la télé, à internet, mais, considérer que ces médias sont à eux seuls la modernité, le nec plus ultra de l'information, de la connaissance, de l'exercice de la citoyenneté, de l'expression démocratique et du progrès humain me paraît surdimensionné.

L'image que l'on veut nous imposer de la société aujourd'hui, c'est celle de la concurrence, de la compétitivité, de l'efficacité (économique et financière) à tout prix et à n'importe quel prix, de la rentabilisation de tout, même du temps... Le temps, c'est de l'argent... Si tu réfléchis, si tu t'arrêtes, pour penser, pour inventer un autre monde, tu perds du temps, donc de l'argent, tu contribues à l'aggravation de la crise car tu ne rentabilises rien pendant que tu ne fais rien... que rêver...

Donc, ce matin, sur France Inter, un journaliste faisant écho à l'article de Patrick Le Hyaric dans l'Huma de la veille, annonce ses difficultés, entre autres, seulement 40 000 exemplaires quotidiens.

Quoi ? Nous ne serions que 40 000 à nous donner les moyens de penser différemment ! Si cela n'explique pas tout, c'est un sacré éclairage sur le paysage !

Comme beaucoup de camarades, j'ai un abonnement couplé : Huma quotidienne et Huma Dimanche ; je dirai seulement deux mots sur l'Huma Dimanche, deux exemples pris dans cet extraordinaire magazine, di-



vers, plaisant, ouvert, rassembleur, différent, dans le numéro du 13 novembre : Roland Foissac, notre camarade vice-président du Conseil général du Tarn répond aux questions au sujet du drame de Sivens. Devant un projet « *démocratiquement contestable et juridiquement aberrant* », il avait refusé de prendre part au vote du Conseil général qui a adopté ce projet. Dans l'entretien qu'il donne à l'Huma Dimanche, il ajoute : « *Tout paraît conforme aux règles administratives... c'est pourtant là qu'il y a un vrai problème, nos procédures administratives ne correspondent plus à notre époque où les citoyens sont avertis, pertinents experts, parfois où il n'y a pas un vrai travail de concertation, de coélaboration, on arrive à des situations comme celle de Sivens* ». Ce sont les procédures administratives qu'il faut changer, refondre la démocratie. L'Élu ne représente plus le peuple ; qui peut prétendre parler pour le peuple ou à sa place ? Il doit être le porte-parole, porter dans les institutions ce qui a été élaboré avec les citoyens, passer de la « *démocratie représentative* » à la démocratie réelle, dans tous les domaines de la vie publique, comme à l'entreprise.

Les élus ne sont pas tous les mêmes, « *tous des pourris* ». Il y en a qui ne cèdent pas aux groupes de pression et n'en font pas partie. Avec eux, il faut travailler à construire cette Vle République, but et moyen de transformer la société.

Deuxième sujet : avez-vous entendu parler du « *shadow banking* » ? (traduction : banque de l'ombre).

J-C. le Dingou nous éclaire : « ce système voit transiter des milliers de milliards de dollars... les acteurs de ce marché en pleine expansion sont bien connus : les fonds d'investissement, les fonds de placements monétaires des sociétés de financement, des assureurs... soit 500 institutions qui drainent 70 000 milliards de dollars ».

Il y a donc de l'argent, et peut-être là-dans quelques-unes de vos petites économies, si vous pouvez en faire, que vous auriez confiées à votre banque, à votre assurance... avec lesquelles elles spéculent et réalisent des produits faramineux. ?

Il conclut : « quand les gouvernements en viendront-ils à adopter un critère unique et décisif pour autoriser ou interdire la diffusion de produits financiers : sont-ils ou non bons pour l'économie » ?

Donner un nom à son ennemi est nécessaire pour l'identifier, le combattre reste une autre affaire.

Qui n'a pas ce numéro de l'Huma Dimanche a-t-il trouvé ailleurs ces éléments pour fonder son combat ?

Nous avons besoin de l'Huma ; elle nous donne les moyens d'être mieux communistes ; elle a besoin de nous.



Alors, deux suggestions, à l'approche du père Noël, pourquoi ne pas mettre dans sa hotte un cadeau apprécié et utile à offrir, un abonnement à l'Huma quotidienne ou l'Huma Dimanche ; et puis, aussi, un effort à faire : **répondre à l'appel à souscription.**

**NOUVELLES  
BIGORRE**

Administration, rédaction :  
4, rue des Haras - 65000 Tarbes  
Tél. 05 62 93 12 67  
Fax 05 62 93 44 43

Les nouvellesdelabigorre@orange.fr

Commission paritaire : 0414G88904

■ Directeur de la publication : Philippe Barrière

■ Rédacteur en chef : Pierre Domenges

■ Conception/réalisation - Impression : iov 69200

IMPRIM'VERT®





**A** l'approche du 25 décembre, il se pourrait qu'on nous fasse encore le coup de la trêve de Noël, du genre aimons-nous les uns les autres, pardonnons à ceux qui nous ont offensés, trahis, blessés. Il y a

de fortes chances pour qu'on nous brandisse le petit bonhomme à barbe blanche, le roi des maîtres chanteurs de plusieurs générations d'enfants. Sa ressemblance avec Robert Hue devrait d'ailleurs nous inciter à la prudence et nous apprendre que sous des traits de bonhomie paternaliste peuvent se cacher les pires spécialistes des revers de veste.

Je la sens venir cette stratégie du « grand pardon » à l'égard de ceux qui, plus par peur d'eux-mêmes que des autres, entourent leur quotidien névrosé de « mains courantes » sur la vie, histoire de sanctifier leur quotidien, de capitonner leur frêle horizon. Un bout de paillason sur lequel viennent s'essuyer résignation et compromission. Ces énarques de « l'entre d'eux » qui croient panser leurs blessures en appelant auprès d'eux de futurs bourreaux bien pires que ceux qui les ont confinés dans leur état. Comme le chante Bashung « dresseurs de loulous, dynamiteurs d'aqueducs ».

Les voici venir les prières de l'effacement de la dette, la même qui plombe les comptes courants et dont les grands du cirque de la finance, qu'ils soient locaux ou européens, se servent en guise de « baiseur d'avenir ». La dette, celle dont on dit qu'on ne la paiera jamais, Arlésienne si présente dans les discours, si utile pour mater toute vraie forme de progrès social. Un péché suspendu sur nos têtes, une rédemption inatteignable, l'éternelle prière que les possédants offrent au petit peuple pour leur faire accepter leur demi-vie leur demi-pain leur demi-rien.

Allez-y, nous sommes bon public, remettez-nous ça, refaites-nous le coup de la culpabilité, pointez-nous du doigt pour avoir un moment rêvé devant

quelques vitrines rutilantes, envié un ciel de tropique, imaginé une vie meilleure pour nos enfants puisque nous n'avons que peu de désir pour nous. Baptisez-nous des pires noms d'oiseaux, moineaux syndicalistes, corbeaux militants, rouges gorges révolutionnaires, mésanges marxistes, canaris mécréants ! Faites nous payer les quelques agapes que les combats des anciens nous ont offert sur la table de 36 et du Conseil National de la Résistance. Les maîtres ont la mémoire dure, les valets oublient bien vite au pied de leur gamelle qui se vide chaque jour un peu plus.

C'est donc le moment de nous envoyer le pédophile en habit rouge, baiseur patenté, grand spécialiste du mensonge pour petits et grands, pourquoi pas, nous sommes bon public et tous encore une fois rejouerons cette trêve merveilleuse de Noël.

Tous ? Non je n'irai pas à cette pantalonnade de minuit, je n'ai plus de faculté ni d'oubli ni de pardon. N'en déplaise à mes camarades du mouvement de la paix, moi, j'aime la guerre. Pas celle du feu des larmes et du sang mais ce combat si précieux pour que justice soit faite. Je déposerai au pied du sapin un à un les souvenirs de ceux qui oppriment, jugent, trahissent, meurtrissent et les regarderai avec un regard belliqueux, sans une once de résignation même si je ne devais jamais connaître l'issue de ce combat. Si

je ne devais réciter qu'une prière, ce serait celle d'un Noël qui ne terminerait pas l'année, qui ne remettrait pas les compteurs à zéro qui n'offrirait pas l'illusion d'un quelconque pardon !

Bon, j'arrête mes conneries, j'ai une dinde à découper !



■ **Pierre Domengès**  
Éleveur de pingouins

La Région Midi-Pyrénées présente

# SISQA

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Salon de la Qualité Alimentaire

www.sisqa.midipyrenees.fr

**11-14 décembre 2014**

Parc des expositions > Toulouse

Ouverture 10h-19h, vendredi 10h-22h

**ENTRÉE GRATUITE**

TOUS LES JOURS POUR LES -12 ANS

JEUDE 11 ET VENDREDI 12 DÉCEMBRE DE 10H À 19H POUR LES SENIORS\*

\*Seniors = 65 ans et plus.

#sisqa14

PRIVILÉGIEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN **tusso** RENSEIGNEMENTS SUR > [www.midipyrenees.fr](http://www.midipyrenees.fr)

MÉTRO LIGNE B > station Palais de Justice • TRAM > ligne T1, station Ile du Ramier • BUS > ligne 1, arrêt Ile du Ramier, lignes 12 et 34, arrêt Stadium Est

**Près de 200 producteurs et artisans** proposent tous les produits sous signes d'identification de la qualité et de l'origine de Midi-Pyrénées, des spécialités régionales traditionnelles et une sélection de produits fermiers.

**4 grands espaces**

- **La Ferme** : les agricultrices et les agriculteurs vous présentent les animaux et les végétaux emblématiques de nos campagnes
- **Les Halles** : l'espace culinaire avec démos et ateliers, un concentré de produits de notre région à déguster et à acheter, l'Œnothèque, le Pôle viande et la rôtisserie, les restaurants dont un bio...
- **Le Parcours des sens** : une trentaine d'animations sensorielles uniques
- **Les Découvertes** : de nombreux produits des producteurs de « Bienvenue à La Ferme » ou des « Marchés des producteurs de Pays », des spécialités traditionnelles de notre région et d'Aquitaine, le restaurant...